

COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Rupture des négociations locales dans les CISSS et les CIUSSS
L'APTS appelle le nouveau gouvernement à relever son premier défi en santé

Longueuil, le 16 octobre 2018 – « Le nouveau gouvernement a l'occasion de montrer d'emblée ses couleurs en matière de santé et de services sociaux en relevant un premier défi, aisément à sa portée : envoyer aux centres intégrés (CISSS et CIUSSS) le message clair de retourner aux tables de négociation et d'arriver, en toute bonne foi, à une entente à la satisfaction des deux parties.

C'est l'appel qu'ont lancé aujourd'hui Fabienne Chabot, Daniel Dubé et Francis Collin, représentants nationaux de [l'APTS](#) en Montérégie après que les employeurs de 15 CISSS et CIUSSS où se déroulent des négociations locales avec le syndicat se sont retirés des pourparlers. « Une négociation, ça se fait à deux, rappelle Francis Collin représentant national pour le CISSS Montérégie-ouest. Comment voulez-vous négocier avec quelqu'un qui se retire brusquement et sans explication alors que des dates de rencontre ultérieures avaient été convenues dans plusieurs cas? Une telle volte-face va complètement à l'encontre des pratiques habituelles! »

Une commande venue d'en haut?

Ce retrait massif est d'autant plus étrange, souligne l'APTS, que ces négociations relèvent de la responsabilité de chaque établissement. Il y a en effet autant de tables de négociation qu'il y a de CISSS et de CIUSSS dans le réseau. Chacun négocie indépendamment avec ses salarié·e·s les matières locales de la convention. Pareil retrait de leur part suppose donc qu'il y a eu un mot d'ordre. Soit les établissements se sont concertés, soit ils ont reçu une directive venant « d'en haut ».

Ces négociations locales, rappelons-le, ont été rendues nécessaires à la suite de la fusion massive des établissements en 2015. Leur échéance légale était prévue le 30 septembre dernier dans la majorité des cas. À défaut d'une entente à cette date, les parties étaient tenues de passer à l'étape de la médiation. Elles pouvaient néanmoins continuer à négocier jusqu'au début de celle-ci, ce à quoi la très grande majorité d'entre elles s'employaient activement avant ce retrait unilatéral.

Un enjeu pour la population également

« L'enjeu va bien au-delà de nos seules conditions de travail, d'insister Fabienne Chabot, représentante nationale au CISSS Montérégie-est. Le résultat de ce processus va conditionner, pour les années à venir, la qualité et l'accessibilité des services destinés à nos concitoyen·ne·s. » D'autres syndicats et d'autres acteurs sociaux partagent la même analyse. C'est notamment le cas de la Fédération québécoise des municipalités ([FQM](#)), qui a récemment dénoncé les effets indésirables engendrés par la fusion des établissements qui, souvent, [éloignent les services de leurs concitoyen·ne·s](#) et entraînent des [pertes d'emplois localement](#).

Pour l'APTS, le nouveau gouvernement doit prendre acte de tous ces signaux d'alarme et donner un coup de barre, d'autant plus que le dossier n'exige pas des dizaines de millions de dollars pour être réglé, mais de la bonne volonté. Les Québécois·es ont clairement signifié un besoin de changement en portant leur choix sur la CAQ, la santé et les services sociaux figurant en tête de leurs préoccupations.

